

# Journal des économistes (Paris)

| Journal des économistes (Paris). 1885/01-1885/03.

**1/** Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

**2/** Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

**3/** Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

**4/** Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

**5/** Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

**6/** L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

**7/** Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter [utilisationcommerciale@bnf.fr](mailto:utilisationcommerciale@bnf.fr).

## III.

M. Beauteemps-Beaupré, conseiller à la Cour de Paris; MM. Bénéard, Huit, F. Hément, ont été admis à lire à l'Académie des mémoires sur *l'administration de la justice et les baillis dans l'Anjou et le Maine au moyen âge*; sur *la sophistique et les sophistes*; sur *le Philèbe de Platon*; sur *l'accent chez les sourds-muets*. Il convient de mentionner simplement ces communications.

## IV.

Au renouvellement du bureau, M. Geffroy a remplacé au fauteuil de la présidence M. Martha; M. Zeller a été nommé vice-président.

Le 14 février, l'Académie a procédé au remplacement de M. Faustin Hélie, décédé, élu le 23 juin 1855 au sein de la section de législation en remplacement de M. Vivien; au premier tour de scrutin, M. A. Batbie, sénateur, professeur d'économie politique à la Faculté de droit de Paris, auteur d'importants ouvrages sur le droit administratif, a été élu <sup>1</sup>.

JOSEPH LEFORT.

---

CORRESPONDANCE

---

## LA CRISE ET LA CONTRACTION MONÉTAIRE.

Parmi les causes multiples de la crise actuelle, il en est une très importante, que j'ai essayé à diverses reprises de faire saisir, sans avoir je le crains, trop bien réussi: je veux parler de la contraction monétaire, c'est-à-dire de la diminution des instruments métalliques de l'échange, à une époque où le développement continu des affaires dans le monde entier en réclamait l'accroissement. Cette cause de la crise continue à passer inaperçue parce que, d'une part, le gros du public ne connaît pas assez d'économie politique pour bien comprendre cette difficile question, et que, d'autre part, les économistes, prévenus par des vues systématiques, se refusent à voir les faits tels qu'ils sont. Ces

---

<sup>1</sup> Dans le précédent compte rendu, à propos du concours Rossi dont le sujet était: *les corporations d'arts et métiers en France et dans les principaux États de l'Europe*, il a été dit qu'une récompense avait été accordée au mémoire n° 1 dont l'auteur ne s'est point fait connaître. Il y a lieu de compléter cette indication et d'ajouter que l'auteur de ce travail est M. Hubert-Valle-roux, avocat à la Cour d'appel de Paris.

faits sont, me semble-t-il, ceux-ci : La frappe de l'argent est suspendue partout en Europe. Nous sommes donc en fait au régime du monométallisme-or. La production de l'or est insuffisante pour les besoins monétaires, car les Hôtels des monnaies sont presque réduits à chômer. L'instrument des échanges n'étant plus alimenté par une frappe moyenne d'environ un milliard fr. par an, comme jadis, se contracte ; d'où baisse des prix, caractère essentiel et cause de la crise actuelle.

Cette cause de la crise me paraît indéniable : 1<sup>o</sup> parce qu'elle a été mise en relief avec toutes ses conséquences, avant que les événements ne vinssent confirmer ces prévisions ; 2<sup>o</sup> parce qu'une crise exactement pareille à celle que nous subissons a été produite après 1819 par une cause semblable ; 3<sup>o</sup> parce que l'explication que j'indique est conforme aux principes les moins contestés de l'économie politique.

I.— La crise actuelle a été annoncée de la façon la plus précise par les autorités les plus compétentes et les plus diverses. Écoutons d'abord les bimétallistes. Il y a plus de quatorze ans déjà, MM. Wolowski et Ernest Seyd annonçaient dans les termes suivants, les conséquences inévitables de la démonétisation de l'argent par un grand État, sans même prévoir alors une proscription générale de ce métal, comme celle qui a eu lieu depuis : 1<sup>o</sup> Le commerce déclinera, surtout dans les pays qui font le plus d'affaires avec l'étranger ; 2<sup>o</sup> la baisse des prix causera de grands dommages aux industriels, aux négociants et aux agriculteurs, et par suite à leurs ouvriers ; elle ne profitera qu'aux rentiers et aux détenteurs de la monnaie ; 3<sup>o</sup> l'industrie étant frappée dans ses profits par la baisse des prix, on créera beaucoup moins d'affaires nouvelles ; 4<sup>o</sup> dans cette période de dépression dont on ne comprendra pas la cause, on aura recours à des expédients qui aggraveront le mal, et entre autres aux droits protecteurs. « Si vous supprimez l'argent comme moteur de la circulation, dit M. Wolowski à la Commission monétaire, le 7 avril 1870, vous diminuerez la masse métallique destinée à servir d'instrument aux échanges dans le monde. Une baisse considérable des prix sera la conséquence nécessaire de la rareté du métal ; les terres, par exemple, s'échangeront contre une quantité moindre de numéraire. Le propriétaire sera pris entre deux feux et lésé dans les deux sens ; la terre baissera de prix et l'emprunt hypothécaire dont il supporte la charge deviendra plus lourd. »

Léon Faucher, dès 1843, prédisait la crise actuelle en termes encore plus forts. « Le gouvernement, dit-il, ne peut pas ordonner que la valeur type sera l'or désormais, au lieu d'être l'argent, car ce serait décréter une révolution, et la plus dangereuse de toutes, une révolution qui marcherait vers l'inconnu. » (*Recherches sur l'or et l'argent*, 6.104.)

Écoutons maintenant les monométallistes.

*L'Economist* a aussi prévu le danger de loin. En 1869, dans sa revue de fin d'année, il écrivait : « On peut affirmer que la production actuelle de l'or de 30 millions sterling (réduite aujourd'hui à 20 millions !) est à peine suffisante pour faire face aux transactions croissantes du commerce du monde et pour empêcher une réduction constante des prix et des salaires. » Dans sa revue de mars 1873, il prédit les conséquences désastreuses de l'adoption du monométallisme-or par l'Allemagne, et il ajoute : A moins que la production annuelle de l'or n'augmente soudainement, les marchés monétaires du monde seront probablement soumis à une grande perturbation par cette rareté du numéraire. »

Lord Beaconsfield s'exprimait dans le même sens : « J'attribue les perturbations monétaires, qui agissent d'une façon si funeste sur les transactions, aux changements que les Gouvernements du continent ont introduits dans leur étalon des valeurs. Notre étalon d'or n'est pas la cause, mais la conséquence de notre prospérité commerciale. Il est évident que nous devons nous préparer à de grandes perturbations du marché économique, occasionné non par la spéculation ou par quelque cause anciennement connue, mais par une cause nouvelle (dont les conséquences sont très désastreuses » (Disraeli à Glasgow, nov. 1873). Le 29 mars 1879, parlant de la dépréciation de l'argent, lord Beaconsfield disait : « Le produit des mines d'or de la Californie et de l'Australie diminue constamment, et en même temps plusieurs gouvernements ont modifié leur système monétaire en faveur de l'or, et cela malgré l'accroissement continu de la population qui exige toujours une grande augmentation de la monnaie d'or pour opérer les échanges. Celle-ci a diminué chaque année, et il en est résulté une situation inverse de celle qu'avait amenée la découverte des placers. L'or acquiert chaque jour plus de valeur, et en conséquence les prix diminuent proportionnellement. » M. Robert Giffen, chef du bureau de statistique anglais, dont la compétence dans la question des prix égale celle de Tooke, de Newmarch et de Jevons, disait le 21 janv. 1879 à la Société de statistique, après avoir prouvé la réalité de la baisse des prix, due à la contraction monétaire : « Nous devons souhaiter que les pays où l'argent circule ne remplacent aucune partie de ce métal par de l'or. Ce ne serait rien moins qu'une calamité pour les affaires si une demande d'or, semblable à celle des États-Unis et de l'Allemagne venait à se produire. Même une demande beaucoup moindre amènerait bientôt des conséquences très sérieuses. »

A la conférence monétaire de 1878, le 19 août, M. Goschen dit que vouloir introduire partout l'étalon d'or est une utopie, non seulement fausse, mais dangereuse et il ajoute : « Dans ce cas, l'effort général que l'on ferait de tous les côtés pour se débarrasser du métal argent pour

rait occasionner les plus graves désordres dans le monde économique et produire une crise plus désastreuse que toutes celles dont le monde commercial a gardé le souvenir. » M. Goschen n'a-t-il pas été bon prophète ? Tous les États européens ont proscrit l'argent et sinon légalement, du moins pratiquement adopté l'étalon d'or, et la crise prédite par l'éminent homme d'État anglais se développe sous nos yeux.

M. Soetbeer, le savant patron du monométallisme allemand, écrit dans les *Jahrbücher für national Œkonomie*, 15 juillet 1880, p. 129, en parlant de l'adoption générale de l'étalon d'or ; « Cette solution de la question monétaire serait sans doute théoriquement la meilleure, mais l'impossibilité de la réaliser est si évidente qu'il est inutile de s'arrêter à discuter une mesure qui aurait pour conséquence une dépréciation de l'argent et une baisse de tous les prix absolument incalculable. » La baisse des prix est bien telle, en effet, que l'a prévue M. Soetbeer.

Encore une citation. M. P. Leroy-Beaulieu, *last not least*, dit que la France aurait fait banqueroute, sans l'augmentation extraordinaire de l'or après 1850. (*Science des Finances*, t. II, p. 323.) Il s'ensuit donc manifestement que le phénomène inverse, la diminution de la production de l'or, aggravée par la proscription de l'argent, doit nous conduire à la faillite.

Voilà les prophéties. Sont-elles suffisamment claires ? Au reste, point n'était besoin, semble-t-il, d'être prophète pour voir qu'une « révolution monétaire » (mot de M. Léon Faucher) plus violente, plus radicale que l'on eût pu l'imaginer, doit avoir les plus sérieuses conséquences. Depuis le début de l'emploi des métaux précieux comme monnaie, toujours on s'est servi de l'or et de l'argent simultanément, l'argent étant la monnaie principale, naturelle, comme dit Locke, l'or la monnaie de luxe. Quand les économistes enseignent que les métaux précieux sont désignés par leurs qualités spéciales pour faire l'office d'instrument de l'échange, ils parlent à la fois de l'or et de l'argent. Dans son admirable traité sur *la Formation et la distribution des richesses*, Turgot met sur la même ligne l'argent et l'or, en montrant qu'ils possèdent une aptitude égale à remplir la fonction monétaire. « L'or et l'argent, dit Ricardo, ayant été choisis comme agents de la circulation générale, etc. » (*Princ. d'Écon. pol.* ch. XII). Tous les maîtres de la science parlent de même. Et brusquement, après 1870 et 1873, l'Allemagne, et à sa suite les autres États européens proscrivent la frappe du métal, qui dès l'origine, a été la monnaie par excellence, à tel point qu'en français « argent » et « numéraire » étaient synonymes, pour réserver le rôle de monnaie internationale à l'or, métal dont la production est soumise à de constants soubresauts et qui, par conséquent, ne peut avoir cette qualité essentielle de toute commune mesure des richesses, la stabilité de valeur. Com-



ment une volte-face aussi révolutionnaire n'aurait-elle pas les plus fâcheuses conséquences ?

II. — Crise de contraction monétaire et de baisse des prix de 1819 à 1830. — La contraction actuelle et la baisse des prix a été produite par les trois causes suivantes : 1<sup>o</sup> Diminution de la production de l'or de 700 à 500 millions ; 2<sup>o</sup> Suspension générale de la frappe de l'argent depuis 1873 ; 3<sup>o</sup> Absorption exceptionnelle d'or d'environ 3 1/2 milliards par l'Allemagne et les États scandinaves adoptant l'étalon d'or, et par les États-Unis et l'Italie revenant à une circulation métallique.

Mêmes causes, mêmes effets, après 1819 : 1<sup>o</sup> La production des métaux précieux diminue ; 2<sup>o</sup> L'Angleterre reprend la circulation métallique ; 3<sup>o</sup> Elle passe à l'étalon d'or, soustrayant à l'Europe environ un demi-milliard. (V. Mémoire de la Banque d'Angleterre, daté de 1832, où on lit : « Cette grande quantité d'or n'a pu être obtenue que par la réduction du prix des marchandises. »)

La diminution de la production des métaux précieux résulte des chiffres suivants empruntés à M. Soetbeer :

	Kilog. argent.	Kilog. or.	Valeur en millions fr.
Années 1801—1810....	894.150	17.778	265
1811—1820....	540.770	11.445	161
1821—1830....	460.560	14.216	153

M. P. Leroy-Beaulieu et E. Pirmez soutenaient, en 1881, que cette diminution dans la production des métaux précieux n'avait eu aucun effet sur les prix. Je me rappelais que, dans mes études d'économie rurale, j'avais constaté, après 1820, une dépréciation considérable de valeur des terres, en Hollande et en Allemagne surtout, et un examen plus attentif de la question m'amena à voir que cette dépréciation avait été le résultat d'une crise intense et générale, dont le caractère essentiel était la baisse de tous les prix. M. Jevons l'estime à 30 0/0 au moins. On peut la suivre dans le livre classique de Tooke et Newmarch, *History of prices*, et dans les discussions au sein du Parlement anglais. Voici ce que disait, le 12 juillet 1822, un de ses membres les plus instruits en cette matière, M. Matthias Atwood : « Si on poursuit l'examen des faits jusqu'à ce jour, on voit que les prix des quarante principales marchandises ont baissé de 40 0/0, c'est-à-dire à peu près dans les mêmes proportions que les denrées agricoles. Toutes les valeurs, tant mobilières qu'immobilières de l'Angleterre, ont donc diminué de près de la moitié. Dira-t-on que les prix à l'étranger n'ont pas moins baissé ; soit ; mais alors je vous poserai ce dilemme : ou la masse des produits a dû augmenter partout à la fois énormément, ou la quantité de la monnaie a dû diminuer. Que la production se soit si brusquement et si considérablement développée dans tous les pays et dans toutes les zones, c'est ce qu'il est

impossible d'admettre. Il faut donc en conclure que la monnaie en circulation s'est réduite. » Ne peut-on pas faire exactement le même raisonnement aujourd'hui ? La détresse générale était si grande que Brougham proposa, en 1822, de diminuer les impôts, et qu'on suggéra même l'idée de réduire la livre sterling de 20 à 14 shellings. En 1820, la prime sur l'or à Hambourg, la place régulatrice, s'élève à 10 0/0, et en même temps la stagnation des affaires est telle que le taux de l'intérêt tombe à 1 1/2 au mois d'août 1819. Dans un écrit très curieux de l'historien Alison : *England in 1814 and 1845, or a sufficient and a contracted money*, nous trouvons une description détaillée de la crise. Quelle en est la cause ? « La réponse est, dit-il, que c'est la contraction de la circulation, *contraction of the currency*, qui a accompagné la reprise des paiements en espèces, conformément au bill de 1819. » Un autre auteur, D. Lubé, écrit en 1827, *Argument against one gold standard* : « L'éta- lon d'or a réduit la circulation au-dessous de la limite où on peut obtenir des prix rémunérateurs, eu égard aux taxes actuelles. »

Nous trouvons des traces de la crise dans un débat très intéressant entre J.-B. Say et Malthus, au sujet des causes qui la provoquaient. (*Lettres à Malthus sur les causes de la stagnation générale du commerce*, 1820.) Malthus l'attribue, comme on le fait généralement aujourd'hui, à un excès général de production. Say, s'appuyant sur la théorie classique du *glut*, montre qu'un *glut* ou engorgement universel n'est pas possible, et il croit que la crise provient, non de l'excès, mais de l'insuffisance de la production en certains pays. En passant, il note quelques traits de la perturbation économique générale : « Déjà l'Angleterre, par ses angoisses, avertit les autres nations des douleurs qui leur sont réservées » (p. 94). Caractère de la crise alors comme aujourd'hui, baisse universelle des prix : « Les marchandises qui surabondent sur les marchés de l'univers peuvent frapper les yeux par leur masse et effrayer le commerce par l'avilissement de leur prix » (p. 121). Autre caractère de la crise alors comme aujourd'hui : surabondance de capitaux oisifs, baisse du taux de l'intérêt : « Les capitaux dorment au fond des coffres des capitalistes. La Banque de France seule a 223 millions en espèces dans ses caisses, somme plus que double de la somme de ses billets en circulation » (p. 102). C'est alors que se fait la conversion des dettes. Alison dit dans son livre sur la Contraction monétaire : « Il n'y a pas de doute que la réduction du taux de l'intérêt n'impose aux détenteurs du capital une perte aussi grande, dans beaucoup de cas, que celle subie par les classes productives, à la suite de la baisse du prix des marchandises. » C'est pendant la période de la baisse des prix qui suivit 1819 que la France convertit le 5 0/0 en 3 0/0 et l'Angleterre son 4 en 3 1/2. Le même phénomène se produit aujourd'hui. Le capital fuit toutes les entreprises



industrielles qui en effet n'apportent que des mécomptes et il se réfugie dans les placements complètement sûrs, la rente et les obligations des villes. Celles-ci montent, permettent la conversion, et ainsi le revenu du rentier est aussi atteint.

En 1827, dans ses *Nouveaux principes d'économie politique*, Sismondi nous trace un tableau navrant de la perturbation économique « de cette grande calamité européenne » dont souffre le monde entier depuis huit ans déjà : « Un cri de détresse s'élève de toutes les villes manufacturières du vieux monde, et toutes les campagnes du nouveau monde lui répondent. Partout le commerce est frappé d'une même langueur; partout il rencontre la même impossibilité de vendre. Il y a cinq ans au moins que la souffrance a commencé; loin de se calmer, elle semble s'accroître par la durée. La détresse des manufacturiers est la plus cruelle, parce qu'à la différence des agriculteurs, leur subsistance tout entière dépend des échanges. C'est aussi un symptôme funeste de cette souffrance universelle que ces associations patriotiques que l'on voit se former en Belgique et en Allemagne, pour repousser les marchandises étrangères. Le système (protecteur) qui prévaut aujourd'hui dans l'opinion, c'est la détresse qu'on a partout sous les yeux qui l'a fait adopter. »

Après avoir parlé des souffrances des ouvriers de l'industrie, Sismondi ajoute : « En même temps, les fermiers et les propriétaires se plaignent de leur ruine; ils demandent à grands cris des lois protectrices, des monopoles; ils déclarent ne pouvoir soutenir la concurrence étrangère; et, en effet, beaucoup de fermiers font faillite, beaucoup de propriétaires abandonnent volontairement le quart ou le tiers de leurs fermages. Enfin de fréquents incendies de récoltes et de maisons rurales annoncent l'irritation et la fermentation sourde des journaliers de l'agriculture et l'état précaire de toute la société. »

La crise engendre le protectionnisme aux États-Unis, de 1820 à 1827. On demande sans cesse l'augmentation des droits de douane pour remédier à la crise. En France, dans l'adresse de la Chambre des députés du 26 novembre 1821, « on fait entendre aux pieds du Trône les plaintes de l'agriculture, cette mère nourricière de la France ». « La détresse croissante des départements de l'Est, de l'Ouest et du Sud prouve que les mesures prises trop tard contre l'importation des céréales étrangères sont insuffisantes ». Les prix des grains étaient en effet exceptionnellement déprimés. Voici ceux relevés en Belgique à cette époque. Prix moyen du froment : 1820, 16 fr. 19 c.; — 1821, 15.62; — 1822, 14.41; — 1823, 13.52; — 1824, 11.09; — 1825, 12.13; — 1826, 14.19; — 1827, 17.25; — 1828, 19.60. En ce moment, mêmes causes et mêmes effets. Baisse des prix, désespoir de l'agriculture; surélévation des droits

sur les blés, 3 francs en France, 3 marks en Allemagne et même tendance en Autriche.

La situation peut se résumer par deux métaphores pittoresques de M. de Bismarck : « Les fanatiques de l'or n'ont mis que de l'eau dans notre marmite; triste bouillon! » — « L'or est devenu une couverture trop étroite; on se bat pour en avoir une part. »

III. — La proposition que la baisse générale des prix, cause principale de la crise actuelle, comme de celle de 1819-1829, est due à la contraction monétaire, est justifiée par les principes les moins discutés de l'économie politique.

Tout d'abord, y a-t-il baisse générale des prix? M. Leroy-Beaulieu le conteste; le prix des maisons n'a pas diminué, dit-il. C'est une erreur. Dans toute l'Europe, il a fléchi au moins d'un quart, dans certaines villes d'un tiers. Tout est moins cher, même les oranges, qui d'après M. Clavé, se vendent à moitié prix en Sicile. La baisse générale des prix a été démontrée par MM. Giffen, Gibbs, Thorold Rogers, il y a deux ou trois années déjà, et depuis lors, elle n'a fait que s'accroître davantage. Le *Times* du 7 mai 1883 disait : « Les prix sont très bas; ils sont tombés presque au niveau de l'époque qui a précédé les grandes découvertes d'or. » L'*Economist* du 5 juillet 1883 écrit : « Dans leur ensemble, les prix en juin 1879 ont été plus bas qu'en aucun temps postérieur aux découvertes d'or, et fin juin 1884, ils sont encore plus bas. » En juillet 1884, le *Times* écrit : « Le prix de la plupart des marchandises fléchit d'une manière continue. Il échappe désormais à toute prévision. » Inutile de multiplier les preuves. Le fait est trop évident.

De quoi dépend le prix? Du rapport qui existe entre le total des objets à échanger et le total des moyens d'échange métalliques et fiduciaires. Les moyens d'échange métalliques ont diminué, car : 1° les États-Unis, l'Italie, l'Allemagne et les États scandinaves ont absorbé un tribut exceptionnel de 3 1/2 milliards; 2° la production de l'or a diminué : elle est estimée par les consciencieux calculs de M. Burchard, directeur de la Monnaie américaine, à dollars 103 millions en 1881, 98 millions en 1882, 94 millions en 1883; 3° l'argent n'est plus venu alimenter la circulation. L'or, seul métal monétaire, est produit en quantité insuffisante, d'où, comme conséquence : frappe monétaire presque nulle en Europe.

Voici le budget de l'or. Production : environ 500 millions. Consommation : par l'industrie, 280 millions; exportation vers l'Extrême-Orient, 100 millions; frais et pertes par naufrage, enfouissement, etc., 30 millions. Reste donc environ 100 millions pour l'accroissement du stock monétaire, ce qui est à peine suffisant pour les États-Unis seuls, qui gardent toute leur production dès maintenant, et qui la conserveront à

plus forte raison, quand, le Bland-bill suspendu, ils auront cessé de frapper 120 millions de dollars d'argent par an.

Que reste-t-il pour l'Europe? Rien! En ceci comme en tout, il faut surtout tenir compte des changements survenus. Dans ses articles de 1881 (*l'Économiste français*), M. P. Leroy-Beaulieu, résumant les calculs de M. Soetbeer, montrait que de 1851 à 1875 les douze principaux États avaient monnayé pour plus de 29 milliards d'or et d'argent, soit plus d'un milliard par an. Quel contraste avec les chiffres actuels! La France frappait par an, de 1850 à 1870, de 250 à 300 millions de francs or et argent. Voici les chiffres récents en millions de francs. FRANCE, 1879 : 24 ; — 1880 : zéro ; — 1881 : 2 ; — 1882 : 3 ; — 1883 : zéro ; — 1884 : zéro. — ANGLETERRE, 1879 : 37.613 liv. st. ; — 1880 : 4.154.604 ; — 1881 : zéro ; — 1882 : zéro ; — 1883 : 1.435.228. — BELGIQUE, 1879 : zéro ; — 1880 : zéro ; — 1881 : zéro ; — 1882 : 10 millions, marks d'or convertis en francs ; — 1883 : zéro ; — 1884 : zéro.

Récemment, aux Chambres belges, on s'est plaint amèrement d'avoir construit un Hôtel des monnaies qui ne sert à rien ; mais il en est de même presque partout en Europe, parce que les pays producteurs d'or le convertissent eux-mêmes en monnaie pour leur usage. Ainsi, la frappe d'or des États-Unis, depuis six ans, a absorbé beaucoup au delà de sa propre production : 1878 : 52.798.000 dollars ; — 1879 : 40.986.000 ; — 1880 : 56.157.000 ; — 1881 : 78.773.000 ; — 1882 : 89.413.000 ; — 1883 : 35.936.000 ; — 1884 : 27.932.000. Total, en sept ans, 381.955.000 dollars. Production d'or en ces sept années, environ 231.000.000 dollars. Donc, excédent de la frappe de l'or sur la production, 150 millions de dollars ou plus de 760 millions de francs.

Dans ces dernières années, l'Union américaine a enlevé plus d'un milliard et demi d'or à l'Europe. Chose impossible, disait M. Pirmez, les fleuves ne remontent pas vers leur source. Les statistiques montrent une fois de plus que comparaison n'est pas raison. Dès que le Bland-bill sera suspendu, l'or devra remplacer les 120 millions d'argent frappés chaque année maintenant. Phénomène plus étrange encore, très exceptionnel sans doute, mais qui peut être considéré comme un avertissement pour l'avenir : au commencement de l'an dernier, 920.000 liv. st. d'or ont été expédiés d'Angleterre en Australie.

Nous sommes en présence d'un fait sans précédent dans l'histoire économique. Dans le pays le plus riche du monde en métaux précieux, en France, depuis cinq ans, on n'a plus frappé que des pièces d'or de 100 francs pour les jeux de Monaco. Considérez le tableau du monnayage annuel en France depuis l'an XI. Dès 1832, on frappe, or et argent, 132 millions ; en 1834, 248 millions ; on tombe parfois très bas,

comme en 1836, à 48 millions; mais après 1850, on arrive à des chiffres énormes : 528 millions en 1855; 576 millions en 1857, et enfin 711 millions en 1859. Et aujourd'hui la source a tari; le fleuve est à sec.

Qui peut soutenir qu'un fait aussi inouï n'a aucune conséquence? Tous les économistes, y compris M. P. Leroy-Beaulieu, admettent que l'or des Placers a contribué à produire ce prodigieux développement économique qui a signalé la période 1850-1870. Si cela est vrai, comment le phénomène inverse, la cessation presque complète de l'afflux monétaire, n'aurait-il pas pour effet la baisse des prix, des pertes sans cesse répétées infligées à l'agriculture et à l'industrie, et, par suite, la dépression de la vie économique, la crise?

Mais, dit-on, l'emploi plus grand du crédit est venu en aide à l'instrument métallique des échanges qui se contractait. M. P. Leroy-Beaulieu l'affirme, mais M. Giffen le nie. « Je doute, dit celui-ci, qu'aucune économie sérieuse ait été faite dans la substitution du crédit à l'or, relativement aux échanges accomplis. » Voici un chiffre qui semble donner raison à M. Giffen : les compensations au Clearing-House de Londres atteignaient, dès 1873, le chiffre de 150 milliards de francs, qu'il n'a guère dépassé depuis et qu'il n'atteint plus aujourd'hui. Il est, d'ailleurs, un fait incontestable : tous les pays civilisés, sauf la France et les États-Unis, n'ont pas la quantité d'or nécessaire. En Angleterre même, la Banque a la plus grande peine à maintenir son encaisse au niveau voulu, et il en résulte une faiblesse du marché monétaire que l'*Economist* décrit dans les termes suivants : « La somme entièrement disponible sur le marché de Londres était estimée, par une autorité très compétente, il y a une dizaine d'années, à 4 millions sterling. Aujourd'hui, la marge est tombée beaucoup au-dessous de cette misérable somme de 4 millions. Quand arrive une demande d'or réelle d'un million sterling, enlevé absolument au marché et détenu ailleurs, immédiatement le marché éprouve une pression sensible. » (4 février 1882.) Depuis cette date, la position n'a fait qu'empirer, comme on l'a vu cet hiver, malgré une atonie extraordinaire des affaires. Les économistes anglais, depuis Bagehot jusqu'à Giffen, ont dit qu'il fallait à l'Angleterre, pour les besoins monétaires et industriels, une importation d'or de 5 millions sterling, et loin de les obtenir, elle perd chaque année une partie de son or, comme le montrent les chiffres suivants, qui indiquent en millions sterling l'excédent des exportations sur les importations d'or dans ces dernières années : 1877 : 7,5; — 1878 : 3,4; — 1879 : 7,3; — 1880 : 5,3; — 1881 : 8,6; — 1882 : 0,7; — 1883 : 2,4. L'Angleterre qui, avant 1870, avait en général un excédent d'importation d'or de près de 200 millions fr., a perdu, ces cinq dernières années, 500 millions fr., et cependant sa population s'est accrue. D'après les calculs de M. Otto

Arendt, la circulation métallique, depuis 1871, y est tombée à 2 liv. st. 10 s. par tête, ce qui constitue une réduction de 1 liv. st. ou 30 p. c. Le même auteur prouve que depuis 1871 la circulation métallique par tête a aussi diminué en Allemagne, malgré les milliards français. Les calculs de M. Ottomar Haupt faits avec le plus grand soin confirment ces affirmations.

Ainsi, tous les chiffres nous mènent à la même conclusion, énergiquement déniée par nos adversaires en 1881, mais qui devient évidente aujourd'hui. L'or seul ne suffit pas pour fournir au monde l'instrument d'échange nécessaire, à moins de passer par une énorme dépréciation des prix. Décidément, la couverture est trop étroite.

Le phénomène peut être compris par tous. Un chemin de fer transporte les marchandises au moyen de deux espèces de wagons, les uns jaunes, les autres blancs, en quantité à peu près égale. Il met hors de service les wagons blancs. Quelle en sera la conséquence? C'est qu'une partie des marchandises ne pourra plus être transportée, à moins qu'on ne les comprime de façon à ce qu'elles prennent moitié moins de place. Depuis les débuts de la civilisation, la circulation des valeurs a été opérée au moyen des deux métaux, l'or et l'argent. Brusquement, on proscriit l'argent, qui ne peut plus, comme autrefois, venir contribuer à maintenir l'instrument des échanges au niveau des besoins croissants du commerce. Que doit-il en résulter? Évidemment, une perturbation économique, une crise qui ne cessera que quand la baisse des prix aura été assez forte pour que, avec une quantité moindre de numéraire, on puisse opérer autant d'échanges qu'auparavant. Le délégué des États-Unis à la Conférence monétaire de 1878, M. G. Walker, professeur d'économie politique, a caractérisé de la façon la plus énergique les souffrances résultant d'une semblable perturbation. « Suffocation, strangulation, sont des mots à peine assez forts pour dépeindre l'agonie du monde économique quand il est saisi dans les replis mortels d'un instrument d'échange qui se contracte. »

Ce qui prolongera cette crise, c'est que la quantité d'or, désormais seul métal monétaire, dont pourra disposer l'Europe, ira en diminuant à mesure que les pays producteurs d'or, États-Unis, Australie, Russie, les trois grands empires à qui appartient l'espace et l'avenir, se développeront et par conséquent garderont pour eux le métal précieux qu'ils extraient de leurs mines.

Et quand, après une série de crises dont il est impossible de prévoir la durée et la gravité, comme l'avoue M. Soetbeer lui-même, on sera arrivé à une sorte d'équilibre sur la base des prix réduits, le résultat final, aussi inique que désastreux, sera une augmentation considérable des charges de tous les débiteurs à long terme : propriétaires grevés



d'hypothèques, sociétés industrielles et chemins de fer débiteurs d'obligations et principalement contribuables européens qui doivent chaque année payer les intérêts de 110 milliards de francs. Leur dette sera devenue plus lourde dans la proportion de la baisse des prix ; car, pour réunir une même somme en numéraire, ils devront livrer une plus grande quantité de leurs produits. Comme il en restera moins pour eux, ils seront plus pauvres, plus accablés, eux qui forment principalement les classes productives.

Et pourquoi imposer tant de souffrances à l'humanité et accumuler tant de ruines ? Pour réaliser ce que M. Goschen appelle une utopie non seulement fausse, mais funeste.

ÉMILE DE LAVELEYE.

### LA NATIONALITÉ EXCLUSIVE.

A M. LE RÉDACTEUR DU *Journal des Économistes*,

Monsieur, permettez-moi de rappeler à l'observation des saines notions d'Économie politique ou sociale les hommes même haut placés qui s'en écartent en ce moment.

En 1848, année où j'avais fondé le club de *la Fraternité des Peuples*, on disait : « Les peuples sont des frères », et l'on ajoutait : « Il faut que les étrangers soient chez nous comme chez eux, afin que nous soyons chez eux comme chez nous ». Et aujourd'hui il s'agit de renvoyer les étrangers de toutes les administrations, de toutes les fabriques, et, au besoin, les expulser en « voitures cellulaires ».

Et que dira-t-on si l'étranger en fait autant, si la Russie, l'Angleterre, l'Allemagne, renvoient les ouvriers français qui y sont très nombreux et qui retomberont sur les bras de la France ?

M. le ministre des postes et télégraphes est placé mieux qu'un autre pour apprécier l'avantage du rapprochement des peuples. Eh ! bien, il expulse les étrangers non seulement des télégraphes, mais aussi des téléphones, qu'il n'a pas acquis encore, faute d'argent. Si les ingénieurs italiens ou américains sont les meilleurs, que gagnera-t-on à les remplacer par des ingénieurs français moins bons ? Les employées nées en France, de mères françaises, ne trouvent pas merci auprès de M. Cocheret si leurs pères ont été étrangers. On me dit que la législation le veut ainsi. Je sais que, pour ma part, mon tailleur et mon cordonnier n'ont pas trouvé de difficulté pour se faire naturaliser Français, faculté qui m'a toujours été refusée.

Agréez, monsieur, etc.

IVAN DE GOLOVINE.